



Halte au matraquage des retraités !

Depuis plus de 4 ans **notre pouvoir d'achat se dégrade** du fait de la **non revalorisation de nos retraites et pensions**, alors que nous subissons l'augmentation des dépenses contraintes : habitation - impôts et taxes - dépenses d'énergie - mutuelles des séniors, déremboursements de nombreux médicaments, etc... Résultat le pourcentage de retraités vivant en dessous du seuil de pauvreté augmente, alors qu'il diminue pour la population en général.

et maintenant, on va nous déduire 1,70 % supplémentaire de CSG sans aucune compensation.

Nous sommes plus de 16 millions de retraités et nous n'avons même plus de ministère pour s'occuper de nos conditions de vie !

Le CANDIDAT président Emmanuel MACRON dans une lettre ouverte adressée le 18 avril 2017 à tous les retraités écrivait :

"C'est pourquoi je tenais à vous écrire, afin de vous présenter les orientations que je souhaite donner à mon quinquennat concernant votre vie à la retraite."

.... "Je m'engage tout d'abord à protéger votre pouvoir d'achat et à en redonner aux retraités les plus modestes."

L'engagement est clair.

Nous tenons à faire entendre nos revendications à la veille du 1er octobre 2017 (date des revalorisations annuelles) :

- Pour l'augmentation significative des retraites et pensions et le retour à une revalorisation annuelle au 1er janvier de l'année en prenant en compte l'évolution du salaire moyen *.
- Contre la majoration des 1,70 % de la CSG, sans compensation pour les retraités.
- Pour la défense de notre pouvoir d'achat encore une nouvelle fois attaqué.

Nous appelons les retraités à participer nombreux à la **journée nationale de mobilisation et d'action** le :

Jeudi 28 septembre 2017 à 10H00
lors d'un Rassemblement et d'une Manifestation
Place Garibaldi à Nice

* Pour faire progresser le niveau de vie de l'ensemble des retraités au même rythme que celui des actifs (indexation des retraites sur l'évolution du salaire moyen) et qu'aucune retraite pour une carrière complète ne soit inférieure au SMIC.

Pour assurer une protection sociale solidaire en renforçant la Sécurité Sociale et ainsi réduire les restes à charge pour développer l'accès aux soins.